

que cette situation ne peut être que temporaire.

Entretenir de telles illusions est dangereux pour la suite de la lutte : cela signifie le repli dans des solutions localistes et démobilisatrices, le désintérêt de l'issue de la bataille. Aussi cette proposition a-t-elle été définitivement repoussée.

2) Peut-on mieux gérer, peut-on gérer démocratiquement ?

Le PCF est intervenu dans la lutte. Cela est normal. Il a même apporté un certain soutien : c'est mieux ! Mais le tableau n'est pas sans ombre.

Dès que la lutte se développe et qu'il apparaît clairement que l'ensemble des jeunes travailleurs se laissent entraîner dans les occupations, séquestrations... est mise en place la panoplie anti-gauchiste : d'abord diverses calomnies puis la colère monte et c'est l'ADIR ! C'est la solution miracle, le dernier gadget de la démocratie avancée.

Car, pour le PC, face à la poignée d'exploiteurs qui tiennent le pouvoir, la seule solution est de former une alliance, la plus large possible des couches anti-monopolistes. Ainsi par le biais des diverses organisations il essaie de structurer ces différentes couches : femmes, paysans, artisans, jeunes, etc... Dans ce filet d'organisations, manquait une maille — les jeunes travailleurs ! Aujourd'hui le filet est réparé : l'ADIR est là !

Nouvelle promue à la tête des masses l'ADIR est lancée à grands renforts publicitaires... avec le succès que l'on sait.

Bombardant les foyers de tracts, s'étalant dans les colonnes de l'Humanité, elle aussi croit que tout peut s'arranger dans le calme : la recette est simple — la *gestion démocratique*.

Comment ?

1. représentation importante de résidents élus au sein des conseils d'administration, des associations gestionnaires des foyers de jeunes travailleurs.

Jusque là rien de neuf, cela se pratique déjà : c'est la participation, la caution démocratique de la direction !

2. la reconnaissance par les associations gestionnaires de l'ADIR.

C'est le plus important.

3. l'information et la mise à la disposition des résidents des documents de la gestion de ces foyers.

Autrement dit un simple droit de regard sur quelques documents choisis à l'avance !

Ainsi en ajoutant quelques résidents de plus au conseil d'administration, le PC croit que la gestion deviendra démocratique ! Mais qui détient la décision ? C'est le directeur et les sociétés qu'il représente ! Alors ?

Alors, tant pis, ce n'est pas l'idéal bien sûr, mais il faut sauver la vocation sociale des foyers de jeunes travailleurs, c'est un acquis de la classe ouvrière :

« Le 1 % et la construction des foyers ont été obtenus par les luttes fermes du mouvement ouvrier et démocratique »

Il faut essayer d'avoir un peu plus et pour cela œuvrer dans toutes les directions, du CA, en ajoutant quelques résidents, au ministère par une délégation... Plus on ajoute de vin dans l'eau, plus elle rougit ; donc, on peut espérer, un jour, peut-être après 73, on pourra espérer qu'il n'y aura plus de déficit... Mais, pour cela, il faut attendre, rien ne sert de courir ! La lutte est prématurée et ne fait qu'embrouiller les cartes selon lui : l'objectif, c'est de changer de gouvernement, donc il faut mettre le cap sur les législatives ! Que les jeunes travailleurs soient le « levain de l'Union populaire autour du programme commun » ! En attendant, payez les 40 francs.

Le PCF se fixe comme objectif de mieux gérer, de mieux démocratiser la police comme l'administration, l'information, le parlement... et les foyers.

A cela, nous répondons : déficit ou pas, ce n'est pas notre problème, nous ne sommes pas des postulants à une meilleure gestion tant que les patrons auront les usines et le pouvoir.

Nous ne changerons pas le capitalisme de l'intérieur en le rongant par